

L'approvisionnement vivrier des villes en Guinée : entre fragilité et dynamisme

*Jean-Louis Chaléard **, *Paule Moustier ***, *Alain Leplaideur ****

Le ravitaillement des villes est devenu en Afrique un enjeu socioéconomique et politique important, en raison de la rapidité de la croissance urbaine. En effet, en dépit d'un ralentissement sensible dans certains pays depuis le début des années quatre-vingt-dix, l'accroissement démographique des cités est spectaculaire, comme l'indique de manière frappante l'étude des perspectives à long terme de l'Afrique de l'Ouest [Snrech, 1994] : en moins d'un siècle, de 1930 à 2020, la population totale de l'Afrique de l'Ouest – et de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne – aura été multipliée par dix, la population urbaine par cent, et le rapport entre la population urbaine et la population rurale par quinze.

En même temps, la ville est un creuset d'évolutions alimentaires multiples qui, à maints égards, peut déconcerter l'observateur. La baisse du pouvoir d'achat des consommateurs urbains, liée aux programmes d'ajustement structurel, a eu un effet important sur les capacités alimentaires des urbains défavorisés [Coussy, Vallin, 1996]. La forte instabilité des marchés internationaux des produits alimentaires exportés vers l'Afrique, en particulier ceux du riz [Benz, 1996] et des produits animaux [Solagral, 1994], perturbe fortement les marchés locaux. La ville est également le creuset de recomposition des pratiques alimentaires issues du monde rural et de changements qualitatifs de la demande [Bricas, 1995].

Dans ce contexte, on peut s'interroger sur la capacité des systèmes d'approvisionnement nationaux à satisfaire les consommateurs urbains. C'est ce que nous ferons dans cet article en nous appuyant sur le cas de la Guinée Conakry, à travers l'étude de deux produits (riz et oignon) et du ravitaillement de trois villes (Conakry, la capitale, Kankan et Labé, centres urbains secondaires). Auparavant, il convient de préciser notre approche.

* Professeur de géographie, université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

** Chercheur en économie, CIRAD Montpellier.

*** Chargé de mission recherche, ministère des Affaires étrangères, Paris.

Les auteurs remercient Claude Torre pour sa relecture, ses conseils et les données récentes qu'il a mises à leur disposition.

D'une vision mécaniste à la découverte des acteurs

Pendant des décennies en Afrique, l'illusion d'un ajustement automatique entre production et consommation a étayé la mise en place de projets productivistes surdimensionnés. Parmi de nombreux exemples, de nature différente, on peut citer le complexe rizicole de la Semry au Nord-Cameroun (Engola-Oyep), ou encore l'usine de foutou de Nestlé en Côte d'Ivoire (Bricas, Bridier). L'essentiel des informations recherchées était alors des bilans quantitatifs de disponibilité alimentaire, indirectement calculés à partir de données sur la démographie, des estimations de consommation par tête, de rendements et de surface. Non seulement la complexité des stratégies et des contraintes paysannes n'était pas prise en compte, mais également les productions ne trouvaient pas systématiquement preneur, en partie pour des problèmes d'évacuation des débouchés et de non-conformité avec les attentes qualitatives des consommateurs.

À partir des années soixante-dix, des économistes ont travaillé sur les marchés vivriers africains et ont mis l'accent sur la nécessité d'un système de commercialisation efficace pour la transmission des besoins de consommation aux producteurs et leur capacité à réagir aux signaux du marché. Mais là encore, l'ajustement entre production et demande a souvent été perçu comme automatique grâce aux transmissions de prix en situation de concurrence qu'il s'agissait d'établir à travers la diffusion d'informations et la mise en place de marchés de gros (Jones; Timmer, Falcon, Pearson). Plus récemment, des études sur l'approvisionnement de villes du Zaïre et de Côte d'Ivoire se sont inspirées de cette logique [Goosens, Minten, Tollens, 1994; Tollens, 1997; Aguié, 1997]. Cependant, nombre d'expériences de mise en place de marchés de gros se sont soldées par des échecs, et les systèmes d'information sur les marchés touchent un nombre d'acteurs limité [Chaléard, 1996; Egg, Galtier, 1998].

C'est le mérite des géographes d'avoir apporté à l'analyse de l'approvisionnement des villes une vision moins mécaniste, grâce à la description empirique précise des circuits de commercialisation des marchés urbains. Des recherches en Afrique centrale ont été initiées par Vennetier [1972 a, 1972 b], qui met en avant la polarisation de l'espace géographique où l'alimentation des citadins dépend d'apports lointains, ce qui entraîne des difficultés de ravitaillement et un rôle croissant pour les transports. Chaléard [1996, 1998] montre l'importance du transport dans la capacité de réponse des agricultures vivrières locales à la demande des villes, mais également celle des flux d'échange entre agglomérations urbaines et campagnes qui ne sont pas limités à des flux alimentaires à sens unique. Il met en évidence le jeu complexe des acteurs du commerce qui combinent une diversité d'espaces de ravitaillement et de redistribution et une gamme de produits, afin de s'adapter à l'instabilité dans le temps de la production et à la dissémination des espaces cultivés.

Des économistes comme Hugon [1985], Requier-Desjardins [1991], Riley et Staatz [1993] et Harris-White [1999] ainsi que des anthropologues [Guyer, 1987, 1997] mettent également en évidence la nécessité d'explicitier la chaîne d'intermédiaires entre production et consommation ainsi que la diversité de leurs objectifs, pour juger des marges de manœuvre à l'amélioration des objectifs de consommation alimentaire.

« Les systèmes d'approvisionnement alimentaires ne sont pas seulement des chaînes marchandes qui assurent la circulation des biens et la communication de l'information par les prix, ni simplement un lien entre les sphères classiquement opposées dans l'analyse, le producteur et le consommateur, les paysans et l'État. Ce sont aussi des organisations enracinées dans une structure économique et sociale » [Guyer, 1987].

Les opérateurs du commerce sont soumis à de nombreuses contraintes. Les conditions d'approvisionnement et d'écoulement des produits, l'accès au crédit, au transport et à l'information sont caractérisés par l'instabilité (variabilité dans le temps) et l'incertitude (difficulté à connaître, à anticiper). Des réseaux d'échange et des contrats informels répondent à ces contraintes, mais leur incidence sur l'efficacité globale de l'approvisionnement reste mal connue [Staatz, Dione, Dembele, 1989; Riley, Staatz, 1993].

Enfin, des travaux menés sur la consommation des ménages montrent que les consommateurs ne choisissent pas seulement leur alimentation en fonction des contenus caloriques et du prix; les caractéristiques qualitatives, en liaison avec le mode de préparation et les référents socioculturels, sont cruciales dans le choix des produits. La compétitivité des filières vivrières doit ainsi être analysée selon trois entrées: la disponibilité (les produits sont-ils disponibles dans l'espace et dans le temps?); les prix (sont-ils inférieurs à ceux des produits importés tout en étant rémunérateurs pour les producteurs?); la qualité (les caractéristiques des produits bruts et transformés correspondent-elles aux attentes des acteurs de la consommation et de la distribution?) [Bricas, 1996]. Ces critères sont variables selon les catégories de consommateurs, les périodes de l'année et les produits. Ainsi, les avantages dont bénéficient parfois les importations vis-à-vis des denrées locales peuvent disparaître et les situations se renverser.

Afin de pouvoir apprécier la capacité de la production locale à satisfaire les besoins urbains, il convient donc de compléter les recherches classiques sur la production par des travaux centrés sur les stratégies individuelles et collectives des acteurs de la consommation et de l'échange. Ces stratégies doivent être différenciées dans le temps et dans l'espace. Dans les objectifs des acteurs, de la demande comme de l'offre, il est important de prendre en compte la recherche de stabilité, dans les dépenses et dans les revenus, ce qui explique des stratégies de diversification et d'insertion dans des réseaux d'échange [Hugon, Pourcet, Quiers-Valette, 1995].

La Guinée, laboratoire d'analyse des dynamiques vivrières

Nous avons cherché à appliquer ce type d'approche à l'approvisionnement alimentaire de trois villes de Guinée: Conakry, Labé et Kankan¹. Ces trois agglomérations

1 Dans le cadre d'une action thématique programmée du CIRAD sur l'approvisionnement vivrier des villes africaines, des enquêtes ont été menées en 1997 et 1998 auprès d'une quarantaine de ménagères et d'une centaine de commerçants aux différents maillons des filières retenues, ainsi que des recensements d'opérateurs sur les marchés, et le traitement de données sur les prix et volumes collectées par le PASAL [Moustier, 1994, 1998; Chaléard, Diallo, Guillelm, Leplaideur, Moustier, Tounkara, 1998; Diallo, Guillelm, Tounkara, 1999]. Les travaux ont été menés par des équipes du CIRAD appuyées par des (.../...)

ont été choisies pour leur diversité en termes de taille, de profil économique et sociologique des consommateurs, de localisation par rapport aux zones de production et aux flux d'importation. L'analyse a été centrée sur deux produits différents par leur place et leur importance dans la consommation urbaine : le riz et l'oignon. Base de l'alimentation en ville comme à la campagne, le riz était cultivé en Guinée bien avant la colonisation. La diversité des techniques culturales et des variétés témoigne d'un savoir-faire ancien. L'oignon est presque toujours présent dans les sauces qui accompagnent le plat de base, composées de produits végétaux et si possible animaux.

En Guinée, la majorité des 7,5 millions d'habitants (chiffre de 1998) réside à la campagne. La population urbaine augmente cependant rapidement (plus de 5 % par an depuis les années quatre-vingt), comme dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, et le taux d'urbanisation, faible pendant longtemps, dépasse 30 % à l'orée du troisième millénaire. Cette population urbaine se concentre principalement dans la capitale, Conakry, qui atteint environ 1,7 million d'habitants. Cela n'empêche cependant pas le dynamisme de villes secondaires, telles Kankan et Labé, respectivement préfectures de la Haute-Guinée et de la Moyenne-Guinée, qui dépassent nettement 100 000 habitants chacune ². L'urbanisation rapide du pays ainsi que la concentration des citadins dans quelques grosses agglomérations posent des problèmes d'approvisionnement, qui tiennent à la nécessité de produire des aliments en quantité suffisante, et à des questions d'acheminement vers des cités qui rassemblent des populations extrêmement nombreuses.

Les trois villes étudiées sont d'importants carrefours commerciaux. Conakry, agglomération portuaire, est de longue date tournée vers les importations. Labé, située au cœur du Fouta Djallon, est assez bien reliée à Conakry, par environ 200 kilomètres de route goudronnée en bon état. L'accès à Kankan à partir de Conakry est beaucoup plus difficile bien qu'il se soit amélioré depuis le milieu des années quatre-vingt-dix : route goudronnée jusqu'à Kouroussa puis piste en très mauvais état avec traversée par bac du fleuve Niger.

« Célèbre pour son dynamisme marchand précolonial, pour sa position stratégique dans les flux d'échanges nord-sud et est-ouest et pour son prosélytisme religieux depuis le XVII^e siècle, la cité malinké suscite aujourd'hui un regain de spéculation dont les effets se font sentir au-delà des frontières nationales » [Bertrand, 1997 : 243].

Depuis l'indépendance en 1958, la Guinée a connu deux périodes politiques bien distinctes [Traoré, 1997]. De 1958 à 1984, le régime socialiste de Sékou Touré

universitaires (Jean-Louis Chaléard, Alain Leplaideur, Paule Moustier, Stéphane Guillerm, Denis Requier-Desjardins) et du PASAL (Thierno Diallo, Oumar Tounkara). Le PASAL, Programme d'appui à la sécurité alimentaire de Guinée, est un programme du ministère de l'Agriculture bénéficiant d'un financement du ministère des Affaires étrangères. Parmi les actions importantes du PASAL, nous pouvons citer la mise en place de systèmes d'information sur les marchés, la mise en place de programmes de crédit aux commerçants, l'appui à la mise en place d'unités de transformation.

² Il est assez difficile de connaître la population exacte des villes en Guinée, les données variant sensiblement selon les sources, particulièrement pour les villes secondaires [cf. à ce propos Bertrand, 1997 : 243]. Ici, nous avons utilisé les statistiques globales de la Banque mondiale et les données locales des municipalités.

a été marqué par la collectivisation des moyens de production, l'institution de normes de commercialisation et la subvention des biens de consommation. Des fermes d'État mécanisées ont été mises en place, surtout dans les grandes plaines de Moyenne et Haute-Guinée. Cette politique a conduit à l'accélération de l'exode de la population active vers les villes. Elle a entraîné la chute de la production agricole, et en particulier des produits vivriers, rendant la Guinée grande importatrice de riz.

Le changement de régime de 1984 est marqué par une libéralisation profonde de l'économie, avec, entre autres, la liquidation des entreprises étatiques de production et de commercialisation agricoles, la suppression des licences d'importation, le rôle accru des banques commerciales dans les transactions privées. Par ailleurs, la Guinée a défini un programme de réduction de sa dépendance extérieure et de promotion des cultures locales qui s'est traduit par la mise en place d'aménagements hydro-agricoles et d'infrastructures rurales. Ces orientations ont servi de base à l'élaboration de la lettre de politique de développement agricole (1991, puis 1998) dont l'axe prioritaire est la sécurité alimentaire³. Plus d'un millier de kilomètres de pistes rurales ont été aménagées au cours des dix dernières années [Bayo, 2000].

Ainsi, les dynamiques vivrières de la Guinée sont intéressantes à plus d'un titre pour l'analyse de la compétitivité des systèmes d'alimentation locaux. Comme dans la majorité des pays africains, les importations de riz ont fortement augmenté au cours des quatre dernières décennies. En Guinée cependant, à la différence de beaucoup de pays ouest-africains comme le Burkina Faso, le Ghana ou le Togo, le riz est cultivé et consommé de manière ancienne, et il rentre ainsi directement en concurrence avec la même denrée importée. Ce produit jouit par ailleurs de véritables atouts en termes de potentiel de production, grâce à la diversité des conditions physiques et climatiques.

Produits importés/produits locaux : des rapports contrastés

Dans les villes de Guinée, le riz, local ou importé, constitue la base quotidienne de la ration alimentaire. La consommation des autres produits de base, fonio, maïs et manioc, plus coûteux que le riz, est généralement limitée au week-end. À Kankan, cependant, une plus grande diversification de l'alimentation est observée par rapport aux autres sites, avec une consommation occasionnelle d'igname, de *toh* de maïs et manioc, voire d'*attiéké*⁴.

À partir de 1992, la consommation nationale de riz a crû à un rythme plus rapide que la production. À la croissance démographique naturelle se sont ajoutées la demande des réfugiés sierra-léonais et libériens et une élévation de la consommation

3 Les opérations de développement de l'agriculture en Guinée sont anciennes, les premières datant de la colonisation. La lettre de politique de développement agricole de 1991 a été l'occasion pour le gouvernement de relancer une politique multiforme d'aide à la production rizicole et d'incitation à la commercialisation [PASAL, 2001 ; Ly, 2001].

4 Le *toh* est une pâte solide à base de farine, le plus souvent de céréales. L'*attiéké* est une sorte de cous-cous de manioc.

par tête d'habitant, autorisée par la libéralisation des échanges qui a favorisé la pénétration du riz importé soumis à une faible protection tarifaire. Il en est résulté une augmentation sensible des importations qui sont passées de 108 000 tonnes en 1985 à 182 000 tonnes en 1991 et 290 750 tonnes en 1995. En revanche, depuis 1996, on note une baisse du niveau des importations qui se sont situées à 228 000 tonnes en 1996, 211 000 tonnes en 1997, 231 000 tonnes en 1998 et 209 200 tonnes en 1999⁵.

Alors que la domination du riz importé dans la ration alimentaire est incontestable à Conakry, la production locale maintient une forte présence à Labé et Kankan. Ville portuaire, très tôt ouverte au commerce international, Conakry absorbe une grande partie du riz en provenance de l'étranger. Ainsi, en 1994-1995, la consommation de riz importé dans les dépenses en céréales des ménages de Conakry aurait représenté 70 %, contre 10 % de riz local et 20 % de pain. En revanche, cette part n'est que de 40 % à Labé et elle tombe à 34 % à Kankan, alors que le pourcentage de riz local y représente respectivement 27 % et 36 % [Farrats, 1996].

Il est également remarquable de constater que 80 % des consommateurs interrogés expriment une préférence pour le riz local, jugé plus goûteux et plus digeste que le riz importé⁶. Les achats de riz importé sont avant tout motivés par des rapports de prix, et des contraintes de budget rapportés à la taille du ménage. Mais même chez les ménages défavorisés, l'achat et la préparation de riz local peuvent être effectués en petites quantités pour être réservés à certains membres du ménage comme les personnes âgées. Et les pratiques de mélange de riz importé et local sont fréquemment observées [Diallo, Guillerm, Tounkara, 1999; Drame, Tounkara, 2000].

Des sauces à base de feuilles, graines ou arachides sont préparées en accompagnement du riz. Selon les moyens disponibles, elles comprennent du poisson et de la viande. L'oignon ressort comme un condiment toujours présent, que ce soit pour le bulbe ou pour la tige. Des préférences entre oignon local et oignon importé ne sont pas exprimées, et les choix sont motivés par leur disponibilité respective sur le marché, la récolte locale n'étant présente que quatre mois de l'année (de mai à août).

Entre 1993 et 1997, les importations d'oignon ont doublé, passant de 6 000 à 12 000 tonnes. Mais alors que la production locale était quasiment inexistante avant 1994, elle atteignait 2 000 tonnes en 1997.

Ainsi, il est notable que la substitution des produits locaux par les produits importés reste partielle, variable selon les villes et les périodes de l'année. Et si les rapports de prix étaient moins défavorables aux produits locaux, ceux-ci pourraient reprendre le dessus sur le marché. Or le différentiel s'est fortement réduit depuis 1997. Ainsi, si l'écart de prix de détail du riz est en moyenne de 40 % sur la période 1993 à 1997, il n'est plus que de l'ordre de 25 % en moyenne sur la période 1997 à 2000.

5 D'après les statistiques du PASAL.

6 Les tendances de consommation mises en évidence par S. Guillerm ont été confirmées par une enquête de 2000 auprès de 202 ménages [Drame, Tounkara, 2000].

Cette évolution semble aller de pair avec une profonde transformation des systèmes d'approvisionnement, fondée sur la substitution, au moins partielle, des produits des campagnes guinéennes aux importations.

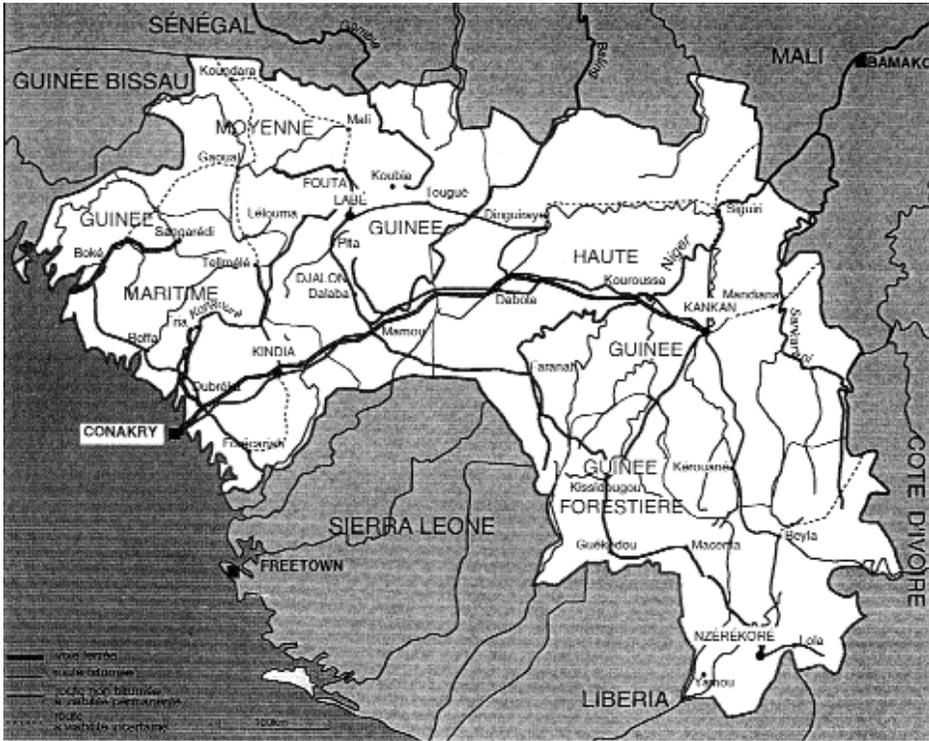
Des réseaux du riz local en pleine expansion

La culture du riz est pratiquée depuis longtemps en Guinée et le fait d'authentiques sociétés de riziculteurs, dans des milieux variés et, dans l'ensemble, favorables à cette production. C'est pourquoi le potentiel national figure parmi les plus importants de tous les États de l'Afrique de l'Ouest. Il est estimé globalement à plus de 780 000 hectares dont 157 000 hectares de plaines et 23 000 hectares de bas-fonds [Traoré, 1997]. Mais la production est caractérisée par son atomisation et sa dispersion. Les surfaces rizicoles sont en moyenne de 1,5 hectare par exploitation. Les principales zones de production rizicole se situent dans la moitié sud du pays, sous influence de la mousson, en Guinée forestière et en Guinée maritime [Benz, 1996]. Quatre types de riziculture sont observés, d'importance variable selon les régions. En Guinée maritime, la production de riz de mangrove, inondé, est très ancienne. La riziculture de plaine est surtout pratiquée en Haute-Guinée, dans les plaines encaissées (riz flottant), alluviales, ou les cuvettes intérieures qui longent le fleuve Niger et ses principaux affluents. En Guinée forestière, le riz est essentiellement produit sur les coteaux et dans les bas-fonds. Le riz de coteau est souvent associé, dans des systèmes de polyculture vivrière pluviale, après défriche-brûlis, au manioc et à l'igname. Sa principale destination est l'autoconsommation. Dans les bas-fonds, le riz est inondé. Préféré au riz de coteau par les consommateurs urbains, il est en grande partie commercialisé. Les techniques sont dans l'ensemble manuelles. En outre, la production entre dans le cadre de systèmes qui lui associent, au sein des exploitations, des cultures pérennes, comme le caféier, le cacaoyer, le palmier (pour l'huile et le vin). Ces dernières occupent une place non négligeable, tant dans les travaux agricoles que dans les revenus des ménages. L'importance du riz est variable selon les caractéristiques agroécologiques des zones de production. Ainsi, elle est plus faible à Nzérékoré qu'à Guéckédou-Kissidougou ou qu'à Sinko, en raison de conditions naturelles plus favorables aux cultures pérennes. En Guinée forestière, la substitution du riz par le café sur les coteaux répond en partie à des stratégies d'appropriation foncière. En outre, lorsque les bas-fonds sont aménagés, ce sont de nouvelles cultures de fruits et légumes, jugées plus rentables, qui en bénéficient plutôt que de riz. Ainsi, les stratégies de vente du riz par les agriculteurs dépendent d'un ensemble de facteurs qui favorisent tantôt cette culture, tantôt les autres : conditions offertes par le milieu naturel aux différentes spéculations, mais aussi état du marché, généralement jugé plus favorable aux autres productions commerciales [Pujo, Leplaideur, Tounkara, 1995 ; PASAL, 2000].

D'après les chiffres du recensement agricole et les estimations de la FAO, la production de riz local serait passée de 501 000 tonnes en 1991 à 630 000 tonnes en 1995 et 750 000 tonnes en 2000, soit une augmentation de 6 % par an, due en majeure partie à une augmentation des surfaces cultivées⁷. Cette dynamique de

7 C. Torre, PASAL, communication personnelle.

Carte 1 – Guinée : localisations



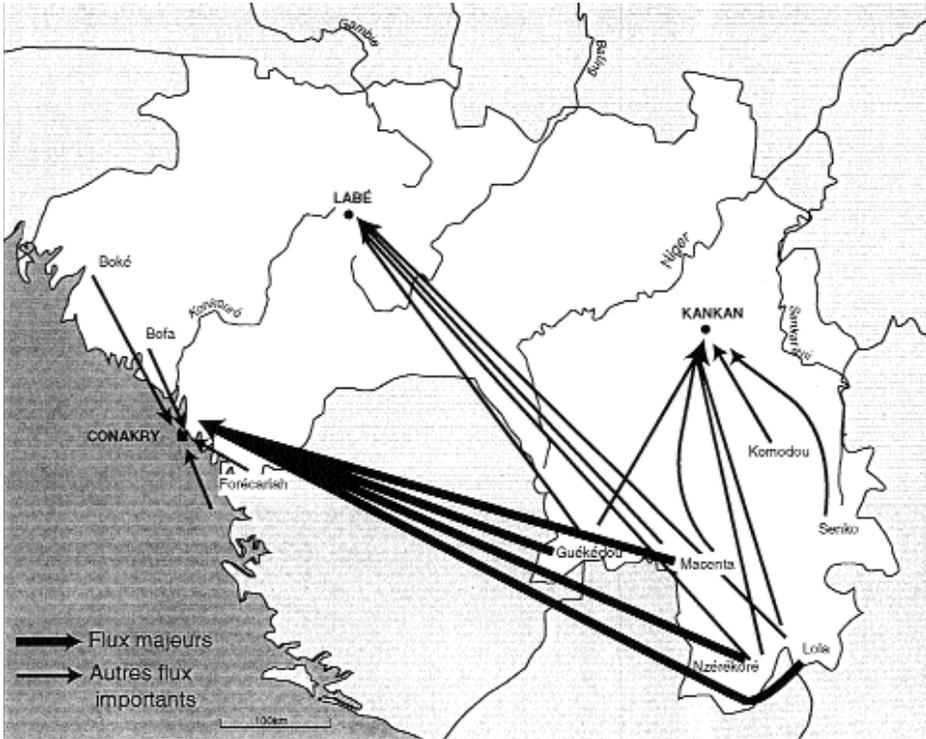
croissance traduit une capacité de réponse des producteurs à la demande de Conakry, relayée par des infrastructures de transport améliorées. Ainsi, les routes de Conakry à Kankan, de Kankan à Kissidougou, de Kissidougou à Macenta et de Macenta à Nzérékoré sont à présent goudronnées (*carte 1*)⁸.

En parallèle à cette tendance de la production, l'évolution récente du commerce du riz se caractérise par trois faits majeurs.

Le premier est l'augmentation, depuis 1995, des quantités de riz local commercialisées et du nombre d'intervenants dans son négoce. La croissance des flux de riz guinéen se traduit par l'apparition de grossistes en riz local à Conakry, la forte expansion du commerce à Labé, très réduit jusqu'en 1994, et, enfin, un retour au premier plan de la production régionale dans le commerce alimentaire à Kankan, alors qu'elle avait été dépassée par les importations. À Conakry, jusque dans un passé récent, Boussoira était considéré comme l'unique marché d'approvisionnement en riz local; actuellement, les consommateurs peuvent s'approvisionner sur

⁸ La portion de 88 kilomètres de Guéckédou à Macenta est cependant en très mauvais état [Guillerm, Toukara, 1998].

Carte 2 – Le ravitaillement en riz guinéen de Conakry, Labé, Kankan



n'importe quel marché de la ville. Ainsi, une enquête menée en juillet 1998 a relevé plus de 240 tonnes de riz d'origine nationale présents en une journée et distribués sur six marchés: Madina, Aviation, Koloma, Boussoura, Anta, Bonfi [Toukara, 1998]. Dans la capitale, les quantités disponibles en riz local sont passées d'environ sept mille tonnes en 1994 à plus de 30 000 tonnes en 1999 [Guillerm, 1999; Bayo, 2000].

La croissance du marché du riz local va de pair avec une extension géographique des aires de ravitaillement des villes (*carte 2*). Conakry, approvisionnée, il y a quelques années, surtout par Forékaria et les îles en Guinée maritime, a vu croître les flux en provenance de Boké et Boffa. Les zones de ravitaillement de la forêt se sont étendues; durant la décennie quatre-vingt, seules Guéckédou et Macenta expédiaient sur les villes guinéennes de fortes quantités de riz. L'aire d'approvisionnement a gagné toute la zone forestière, notamment les régions de Nzérékoré et Lola, qui envoient de forts tonnages à Conakry, Labé, Kankan. En 1998, les flux en provenance de Guinée forestière représentaient 65 % du marché intérieur de Conakry, le reste provenant principalement de Guinée maritime [Toukara, 1998]; en 1999, la part de la Guinée forestière était estimée à 80 %. À Labé, la part de Nzérékoré était estimée à 80 %, celle de Boké à 15 % [Guillerm,

1999]. À Kankan, en 1998, les arrivages en provenance de la région de Senko ont pris une grande importance, ainsi que ceux de zones plus proches, comme celle de Komodou. En outre, cette année-là, la région de Kankan avait approvisionné la ville plus longtemps que les années précédentes.

Il convient de souligner que l'augmentation des ventes, liée à une forte croissance de la production, résulte beaucoup plus d'une extension des superficies cultivées (en riz inondé et surtout en riz pluvial) que d'une élévation des rendements, confirmant la préférence des agriculteurs, une fois de plus, pour des systèmes extensifs, au détriment d'une intensification risquée et exigeante en travail. Ainsi, l'augmentation est surtout sensible dans le sud-est du pays où sont apparus de véritables fronts pionniers rizicoles, comme par exemple entre Lola et la frontière ivoirienne. Cet essor paraît être plus le résultat de dynamiques endogènes des agriculteurs que la conséquence des opérations de développement, souvent coûteuses, initiées par les autorités et l'aide internationale, qui ont porté leur effort sur une intensification des systèmes de production appuyée sur l'irrigation, en Guinée maritime, et qui ont connu de nombreuses difficultés, quand elles ne se sont pas soldées par des échecs⁹.

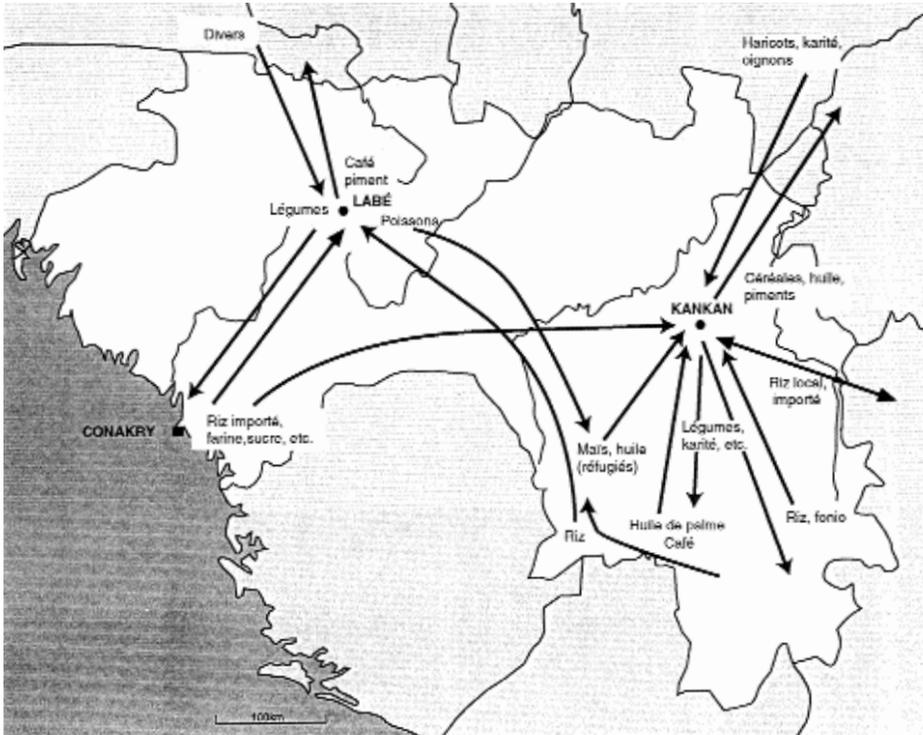
Enfin, une hiérarchie des qualités s'opère entre les riz, en fonction de leur origine. À Conakry et Labé, les riz de Nzérékoré et Lola sont perçus comme les meilleurs, alors que celui de Guéckédou est moins apprécié. À Kankan, les riz de Senko et Komodou viennent en tête, celui de Guéckédou étant, là encore, considéré de qualité inférieure. Ces distinctions s'accompagnent de différences de prix : à Kankan, les riz de Senko ou Komodou étaient vendus de 10 à 15 % plus cher que celui de Guéckédou en 1998. Ce dernier apparaît de plus en plus comme un riz de moindre qualité, dont le prix, à Kankan, est égal, voire inférieur, à celui du riz importé de qualité courante. D'une manière plus générale, le riz étuvé et blanchi est de plus en plus fréquent alors que la présentation en riz paddy tend à disparaître [Toukara, 1998].

Des progrès dans la transformation du paddy favorisent cette évolution. Le décorticage qui était essentiellement manuel au début des années quatre-vingt-dix est de plus en plus mécanisé grâce à un accès facilité à des décortiqueuses mécaniques d'origine chinoise [Bayo, 1999]. Le parc de décortiqueuses est passé de 250 en 1997 à 800 en 2000 [PASAL, 2000]. Leur diffusion permet d'abaisser le prix de revient du riz guinéen et de mettre sur le marché des quantités accrues. Ainsi, à partir de 1996-1997, la multiplication des décortiqueuses en Guinée maritime accompagne le mouvement d'extension des superficies cultivées, de commercialisation croissante et de collecte de la production locale pour Conakry.

Ces évolutions s'expliquent en grande partie par l'amélioration des infrastructures de transport, ainsi que par le dynamisme des réseaux commerciaux. Si à Conakry, l'existence de grossistes en riz local est un phénomène récent, lié à l'ac-

9 Pour une étude détaillée de ces questions, on pourra se reporter aux travaux d'O. Rüe, qui a analysé les « près de cinquante années d'échec de valorisation agricole » en Guinée maritime, soulignant les principales causes de ces échecs : sous-estimation des contraintes du milieu, amnésie des expériences passées et de leurs déboires, inachèvement des programmes, déresponsabilisation des acteurs, absence de concertation avec les paysans, etc. [Rüe, 1998].

Carte 3 – Les circuits du commerce des produits alimentaires à Labé et Kankan



tion du PASAL, à Labé, le commerce du riz local s'inscrit dans des réseaux d'échanges multiples et souvent anciens entre la zone forestière, la ville, sa région, le Sénégal (*carte 3*). Le riz local est un des produits de l'activité des intervenants, à côté de l'huile de palme, du café, etc. Il profite actuellement de reports de capitaux, qui se détournent du café, car celui-ci connaît des difficultés de commercialisation. À Kankan, on retrouve la même inscription du négoce du riz dans des réseaux d'échanges diversifiés sur plusieurs pays (Guinée, Côte d'Ivoire, Mali), les flux variant en fonction des prix et du change (*carte 3*). Dans cette dernière ville, on rencontre également des grossistes spécialisés de façon ancienne dans le commerce du riz local.

L'activité des grossistes s'inscrit dans des réseaux géographiques et sociaux qui jouent un rôle essentiel. En amont, les grossistes sont liés à des collecteurs dans les zones de production, chez qui ils vont chercher le riz ou que ceux-ci leur apportent. Ainsi, l'activité d'un marchand de Kankan, spécialisé dans le riz local, repose en partie sur un réseau de parents; sa femme va collecter le riz dans les régions de Senko et Nzérékoré. Dans ces deux villes, elle s'appuie sur deux frères de son mari, qui ont un magasin où elle regroupe la marchandise qu'elle achète. Beaucoup d'autres intervenants travaillent avec des parents ou des hommes de confiance. L'organisation des échanges repose sur un savoir-faire, le tissage de liens aussi bien

locaux que transfrontaliers, hérités d'une pratique très ancienne du négoce, antérieure à la colonisation, et qui permettent aux acteurs de réorganiser rapidement flux et circuits.

En aval, les grossistes cherchent souvent à fidéliser les demi-grossistes, les détaillants ou les clients fonctionnaires, par la pratique du crédit par exemple. Le non-remboursement fréquent des crédits par les fonctionnaires fragilise l'activité des grossistes interrogés – surtout à Kankan – et nous renvoie à l'instabilité des revenus urbains. Les grossistes suivis par le PASAL ont bénéficié de mise en contact avec des producteurs grâce à l'organisation de forums, qui ont permis aux commerçants de mieux connaître des fournisseurs potentiels de riz local.

En 1997, Monique Bertrand écrivait que « le négoce malinké [dans la ville de Kankan] témoigne de véritables hésitations entre valoriser l'agriculture locale, répondre à la demande citadine croissante, mobiliser les devises convertibles nécessaires à la redistribution de biens importés, ou tirer parti des rentes minières et frontalières régionales ». En effet, les intermédiaires ont construit leurs réseaux de courtage, dès la colonisation, en partie sur les héritages du colportage au long cours, avec par exemple l'échange de café guinéen de Macenta contre des biens alimentaires importés de Freetown ou la cola ivoirienne achetée à Abengourou. Les conflits au Libéria et en Sierra Leone ont conduit à une valorisation accrue des surplus agricoles forestiers – la filière vivrière (manioc, huile de palme) étant mieux orientée vers la demande de la consommation urbaine. Ils sont également à l'origine du maintien de la fonction de plaque tournante des réseaux malinké, mais désormais recentré sur un ravitaillement à partir de Conakry [Bertrand, 1997 : 251]. Le commerce de produits locaux est-il en train d'occuper une place durable dans les stratégies des négociants ?

Plusieurs éléments peuvent faire penser à un phénomène conjoncturel ; la production de riz est très dépendante des aléas climatiques et la croissance observée, en dépit de l'extension des surfaces cultivées, peut chuter brusquement à la suite de mauvaises conditions météorologiques, comme cela fut le cas en 1998. De même, elle est très sensible à l'état du marché ; ainsi, la baisse des prix constatée en 1999-2000 peut entraîner une réduction des superficies ensemencées en 2001. Il faut y ajouter une instabilité politique quasi chronique qui entrave la production et freine, voire interrompt, le commerce, particulièrement le long des frontières avec le Libéria et la Sierra Leone. Si la Guinée maritime n'a été que peu gênée en dépit de l'afflux de réfugiés, les combats dans le secteur de Guéckédou, au sud, entre factions rivales sierra-leonaises, armée guinéenne, groupes locaux plus ou moins liés aux régimes étrangers, dans une zone peuplée de réfugiés, ont entravé l'essor de la production et entraîné la coupure de la route goudronnée reliant les zones productrices du sud-est à Conakry, route qui n'a été rouverte que courant 2001¹⁰.

10 Les conséquences multiples des conflits et l'arrivée de réfugiés, pour des périodes plus ou moins longues, nécessiteraient en elles-mêmes une étude complète, tant les effets sont complexes : fuites devant les combats ; augmentation de la pression foncière à la suite de l'installation des réfugiés qui ont cultivé des terres ; trafics en tous genres, notamment de l'aide aux réfugiés qui alimente un commerce de revente jusqu'au Mali par Kankan ; mais aussi diffusion de nouvelles techniques agricoles (l'afflux de réfugiés semble avoir été un facteur d'extension de certaines formes de riziculture de bas-fonds que les Sierra-leonais maîtrisent mieux que les autochtones guinéens) [Perreau, 2001].

En revanche, la distinction des riz selon leur qualité est l'indice d'une structuration du marché intérieur, capable de répondre à différents types de demande, et qui jette les bases d'une évolution durable. Enfin, un indicateur récent d'une structuration de l'activité commerciale nous semble remarquable. Il s'agit de l'augmentation du nombre d'opérateurs et de l'apparition de nouveaux types d'acteurs à Conakry, les détaillantes-collectrices d'une part, et les grossistes-collecteurs d'autre part. Entre 1994 et 1999, les opérateurs de la capitale seraient passés de 50 à plus de 400. Sur un total de 296 détaillantes recensées à Conakry en juillet 1998, on compterait 49 détaillantes-collectrices [Toukara, 1998]. Ces femmes achètent le riz aux paysans-producteurs et le revendent au détail, à la mesure. Par ailleurs, le développement d'activités de grossistes-collecteurs de produits vivriers en provenance de Guinée forestière a conduit à la création d'un nouveau marché, dit marché forestier, ou marché Aviation. Ces grossistes achètent aux collecteurs dans les marchés de regroupement et aux producteurs dans les villages et marchés de collecte. Le marché Aviation comptait, en juin 1999, 44 grossistes-collecteurs, 6 grossistes magasiniers et 75 détaillantes [Guillerm, 1999], ce qui témoigne de la rapidité de son essor et de l'importance croissante des flux en provenance de Guinée forestière.

Deux autres éléments peuvent jouer dans des sens opposés. L'investissement des capitaux dans le commerce du riz local, lié à la difficulté pour les marchands de se procurer des devises, peut être un phénomène structurel, mais aussi conjoncturel dans la mesure où il est lié en partie à la baisse d'activité sur les produits d'importation. Par ailleurs, les opérateurs interrogés expriment des contraintes de financement pour s'approvisionner en riz local. Le montant des transactions est limité : une moyenne de 6 tonnes par transaction, quatre fois par mois en période de récolte (de novembre à février). Beaucoup de grossistes en rupture de stocks attendent d'être payés par leurs clients pour s'approvisionner à nouveau. Tout ceci limite l'essor du commerce de riz local et freine la reconquête du marché intérieur. En dépit de différences profondes tenant à la nature du produit et à l'importance de la demande, le marché de l'oignon présente des atouts et des handicaps à certains égards semblables.

L'essor du marché de l'oignon local

Le marché de l'oignon local est en expansion, même s'il ne représentait que 2000 tonnes en 1997 contre 12000 tonnes d'importations. Avant 1994, la commercialisation de l'oignon local était quasiment inexistante. Sa production s'est développée grâce aux actions de la Fédération des paysans du Fouta Djallon, centrée dans un premier temps sur le développement de la pomme de terre. Les principales actions de cet organisme portent sur l'approvisionnement des paysans en semences, l'octroi de crédits de campagne, la contractualisation avec des commerçants. Il joue également un rôle très actif de lobbying auprès des autorités pour le blocage des importations pendant la période de la production locale.

En 1996, la Fédération avait dénombré environ 8000 producteurs d'oignons, organisés en 160 groupements et répartis en quatre unions de zones. Les parcelles de production sont dispersées et atomisées, avec une surface généralement inférieure à

1 000 mètres carrés [Demaret, 1997]. L'oignon reste une composante de systèmes de culture diversifiés qui concernent trois espaces : les champs, les *tapades*¹¹ et les bas-fonds. En saison des pluies, diverses cultures vivrières sont pratiquées dans les *tapades* (fonio, riz et arachide) et dans les champs (maïs, manioc, taro, patate). En saison sèche, des plantes maraîchères sont cultivées dans les bas-fonds, en culture pure ou en association (oignon, tomate, aubergine, gombo). La culture d'oignons est beaucoup moins coûteuse en investissements et en intrants que la culture de pommes de terre. Les productions de bas-fonds représentent la source principale de revenu monétaire agricole¹². L'expansion et l'étalement des cultures d'oignons sont cependant contraints par des problèmes d'accès aux terres, à la trésorerie pour l'achat des intrants et à la concurrence entre travaux agricoles¹³.

Dans ses tentatives d'appui à la commercialisation de l'oignon, la Fédération rencontre plus de difficultés que sur la pomme de terre. L'exiguïté et la dispersion des surfaces emblavées rendent la collecte et le stockage en magasins difficiles et coûteux. Par ailleurs, la longueur du cycle de culture de l'oignon ne permet pas l'utilisation du fonds de roulement pour les intrants, accordé par la Fédération pour le financement de la commercialisation selon le schéma de la filière pomme de terre [Demaret, 1996]. Les frais de collecte et de gestion par la Fédération sont répercutés dans le prix d'achat aux paysans, qui reste bien inférieur à la moyenne des prix versés aux producteurs par des commerçants sans contrat avec la Fédération, que ce soit à Labé ou dans les marchés hebdomadaires de regroupement, même après déduction des frais de transport supplémentaires [Diallo, Guillerm, Tounkara, 1999]. En outre, les conditions d'achat de la Fédération sont jugées contraignantes par les producteurs : tri et rejets, obligation d'apport minimum de 5 tonnes aux points de collecte. Les volumes commercialisés dans le cadre de contrats producteurs/commerçants restent très faibles (environ 36 tonnes en 1995 et 200 tonnes en 1996). Cette situation a posé de nombreux problèmes à la Fédération qui, jusqu'en 1998, déduisait le coût des semences et des engrais fournis à crédit des achats qui lui étaient livrés. Aujourd'hui, le rôle de l'organisation dans la filière oignon concerne surtout l'approvisionnement en semences de qualité et la force de représentation politique.

Dans la commercialisation de l'oignon, un groupe de négociants, le « groupe des quinze », a une importance particulière. Cette association réunit quinze grossistes qui commercialisent l'oignon local pendant la saison correspondante et l'oignon importé le reste de l'année, à Labé et Conakry. La production locale est achetée à la Fédération d'une part, sous forme de contrat spécifiant prix, quantités

11 Les *tapades* sont des champs vivriers situés à proximité des habitations, clôturés et régulièrement enrichis en déchets organiques.

12 À Tougué et Moubeya, le produit brut de l'oignon représente 70 % en moyenne du produit brut du bas-fond, tandis qu'à Donghel Sigon, le pourcentage serait de 30 %, équivalent à la contribution de l'aubergine amère, ainsi que du piment. Par ailleurs, les revenus non agricoles représentent 40 % du revenu total, ils correspondent à des activités commerciales, artisanales, et au revenu de l'exode [Laborde-Debat, Bosio, 1999].

13 Sur la place des bas-fonds dans les systèmes de culture et sur les questions foncières dans le Fouta Djallon, notamment les problèmes liés aux relations entre les Peul et leurs anciens captifs, cf. Lauga-Sallenave [1997] et Pouget [2000].

et qualité, et sur des marchés hebdomadaires d'autre part, auprès de cultivateurs et de collecteurs (Dionfo, Kona, Kaofa, Sannou). Les membres de ce groupe se répartissent les points de collecte et de distribution, et s'informent régulièrement par téléphone sur l'état de l'approvisionnement et des débouchés. Après la vente de l'oignon local, ils cessent leurs activités communes et inversent les flux en achetant l'oignon importé à Conakry pour l'envoyer à Labé et l'écouler auprès des détaillants. En plus de l'oignon importé, certains achètent du piment rouge, du piment noir, de l'huile de palme, du café, qu'ils acheminent au Sénégal pour en rapporter divers produits, comme des semences maraîchères et des poissons fumés.

Outre le groupe des quinze, qui traitait le tiers des tonnages en 1997, l'oignon du Fouta Djallon est également commercialisé par des grossistes distributeurs sur les villes de l'intérieur. Ceux-ci se rendent sur les marchés hebdomadaires, ou bien ils reçoivent l'oignon des producteurs qui se déplacent à Labé. Ils déposent leurs oignons à Mamou, Kissidougou, et parfois jusqu'à Kankan et Conakry. Ils traitent de faibles volumes (1 à 2 tonnes par voyage et par semaine) et vont d'une ville à l'autre selon la rapidité, assez variable, de leurs ventes. Comme pour le groupe précédent, les déplacements s'effectuent par taxi ou par camion, généralement loués. Certains grossistes écoulent leur stock seulement à Labé. Tous commercialisent également l'oignon importé après la saison de l'oignon local.

La vente de la production du Fouta Djallon a parfois été perturbée par des stratégies de commercialisation de l'oignon importé assimilables à du *dumping*. Ainsi, à la fin avril 1996, le prix de vente en gros des oignons importés à Conakry a été inférieur au prix d'achat au producteur de la Fédération (260 fg/kg), alors que les importations faisaient officiellement l'objet d'une taxe de 30 % sur la base d'une valeur mercuriale de 450 fg/kg.

Sur le marché de l'oignon, Kankan montre des spécificités intéressantes, comme pour le riz. En effet, cette ville est approvisionnée en petit oignon de type échalote par sa région, de décembre à mai, et par le Mali, le reste de l'année. Des collectrices ravitaillent des grossistes installées sur un point de vente informel dans la cité. L'oignon de Hollande est faiblement présent. Des réseaux d'échalote se sont également mis en place pour ravitailler les villes de l'intérieur de la Guinée comme Labé, et même des capitales comme Conakry et Bamako.

Les filières d'approvisionnement en oignon de Kankan apparaissent moins instables et moins perturbées par les importations de Hollande que les filières d'approvisionnement de Labé et Conakry. Pour les trois villes, des modes de production et d'organisation commerciale se développent pour stabiliser les activités des opérateurs et l'approvisionnement des marchés destinataires. Il faut remarquer en outre qu'à Labé, le commerce de l'oignon est tenu en grande partie par des traitants d'origine peule (groupe dominant dans le Fouta Djallon), alors qu'à Kankan, les négociants malinké, fortement implantés, contrôlent les circuits, ce qui explique en partie des flux et des aires de négoce différents, dans les deux villes : poids plus grands des liaisons avec Conakry pour Labé, du Mali pour Kankan.

Il convient sans doute d'être prudent dans les conclusions que l'on peut tirer des exemples présentés. L'oignon comme le riz développés pour les villes restent d'importance secondaire à l'échelle de l'économie guinéenne. L'essor de ces deux productions n'en est pas moins significatif du dynamisme des filières locales, permettant de tirer des enseignements qui vont au-delà du simple cas guinéen et de ces deux produits.

Comme partout en Afrique, ce sont plus les initiatives endogènes que les modèles importés à grands frais, s'appuyant sur des techniques intensives et coûteuses, qui assurent le succès des denrées locales. L'essor de la production nationale de riz comme les quantités croissantes mises sur le marché sont le fait d'abord des paysans eux-mêmes, qui étendent les superficies cultivées, dans le cadre de techniques éprouvées, ou, dans le cas de l'oignon, innovent sur de petites surfaces parfaitement maîtrisées. La commercialisation est l'œuvre de marchands s'appuyant sur des réseaux parfois anciens qui se réorganisent (comme à Kankan) ou qui se développent rapidement, saisissant les opportunités offertes par la croissance démographique des villes (comme les collectrices dont le nombre se multiplie à Conakry). De ce point de vue, si les efforts de l'État, soutenus par les bailleurs de fonds, ne sont pas à négliger (notamment dans l'organisation de commerçants, la diffusion des décortiqueuses, etc.), leur rôle reste secondaire.

Par ailleurs, force est de constater que les importations sont toujours dominantes pour ces deux denrées. Les problèmes de concurrence entre les produits locaux et les produits importés sont d'autant plus prégnants que l'aliment principal, en ville comme à la campagne, est traditionnellement le riz, produit dont le marché international est très agressif. S'ajoute la localisation littorale de la Guinée qui rend le territoire national particulièrement accessible, et à relativement faible coût, aux importations, surtout depuis que le gouvernement a opté pour une politique de libéralisation des échanges; c'est là une grande différence avec les États enclavés d'Afrique subsaharienne, comme le Burkina Faso ou l'Ouganda, dont les importations de riz sont très inférieures.

Cependant, il faut se garder de considérer le riz comme un produit « global » et indifférencié. Les préférences des consommateurs peuvent jouer en faveur de la production nationale. Elles favorisent une combinaison des variétés de provenances différentes, plutôt qu'une parfaite substitution. Les pratiques de mélange du riz local et du riz importé par les citadins sont à cet égard tout à fait remarquables. Par ailleurs, pour le riz comme pour l'oignon, les commerçants savent jouer avec souplesse sur les différentes origines en fonction des disponibilités relatives et de l'état du marché.

À l'image de ce qui se passe dans d'autres États d'Afrique de l'Ouest, l'incontestable réponse des paysans à la demande urbaine a été autorisée par l'amélioration des voies de communication, qui a rapproché les débouchés urbains et suscité la mise en place rapide de circuits commerciaux efficaces. De ce point de vue, la Guinée a bénéficié des progrès du réseau routier ces dernières années, mais souffre d'un retard préjudiciable, si on la compare à la Côte d'Ivoire, par exemple, où le réseau de communications est plus dense et en meilleur état. En outre, la production reste contrainte par des problèmes structurels, comme l'accès au foncier et au

crédit, ainsi que la gestion d'une fertilité en déclin. Par ailleurs, les producteurs et les commerçants ont des stratégies de diversification des produits cultivés et commercialisés et de leurs clients. Les résultats de ces stratégies sont ambivalents. Efficaces dans un contexte de forte instabilité des conditions de production et de mise en marché, ces pratiques peuvent être défavorables aux investissements à long terme: producteurs d'oignons combinant la vente d'une partie de leur récolte à la Fédération, à prix fixe, et le reste sur des marchés villageois ou urbains à des prix plus aléatoires mais généralement plus élevés; commerçants qui redistribuent leurs produits sur différents marchés urbains, au fur et à mesure de leur écoulement; cumuls de fonctions entre vente de gros et vente de détail. Au total, les organisations les plus pérennes sont les plus flexibles: relations de gré à gré entre producteurs et grossistes, ou entre grossistes et détaillants, avec parfois des octrois de crédit ou paiement différé.

Enfin, on constate une grande diversité des situations en matière d'approvisionnement alimentaire urbain, même à l'échelle d'un pays comme la Guinée, tant en ce qui concerne les villes que les produits. Ainsi, par rapport à Conakry, Kankan fait preuve d'une plus grande capacité de résistance aux denrées importées, confirmant son caractère de carrefour commercial, régional et national. Labé se situe dans une position intermédiaire entre ces deux cas. Par ailleurs, les filières d'approvisionnement en oignons montrent une plus grande instabilité inter et intra-annuelle en termes de prix et de flux que celles du riz. Cela s'explique par le caractère moins stratégique de l'oignon dans l'alimentation, comme dans les systèmes de production.

Au total, ces observations, qui valent pour la Guinée, pourraient sans doute être reprises à propos de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Elles mettent en évidence une véritable motricité du marché urbain, qui bénéficie aux agriculteurs et aux marchands dans la mesure où ceux-ci montrent une grande capacité à saisir les opportunités qui s'offrent à eux et à faire évoluer systèmes de production agricoles et commerce national. Les modes d'expression en diffèrent très significativement selon les villes, les produits et les échelles de temps considérés, révélant à la fois la souplesse d'adaptation dont savent faire preuve les acteurs et le poids des contraintes qui pèsent sur eux. Cependant, pour que les dynamiques perdurent, il faut que celles-ci ne soient pas entravées par l'instabilité politique chronique que connaît l'Afrique ces dernières années, et dont les récents événements dans le sud guinéen offrent un exemple alarmant. Autant que des conditions écologiques locales ou des contraintes du marché international, la capacité des producteurs et des commerçants à ravitailler les grandes villes dépend de l'aptitude des autorités à établir paix et sécurité sur le territoire national.

BIBLIOGRAPHIE

- AGUIÉ A.G. [1997], *Le Marché de gros de Bouaké: une expérience pour l'Afrique*, collection Aliments pour les villes, AC/06-97 F. Rome, FAO/AGSM/SADA, 16 p.
- BAYO L. [2000], « Observatoire du riz et des autres produits vivriers », *Observatoire du riz et des autres produits vivriers*, bulletin n° 000, Conakry, ministère de l'Agriculture et de l'Élevage-PASAL, 68 p.

- BENZ H. [1996], *Riz local et Riz importé en Afrique: les déterminants de la compétitivité*, thèse de doctorat, EHESS, 822 p.
- BENZ H., LEPLAIDEUR A., PUJO L. [1994], « Les commerçants du riz en Guinée Conakry », in *Méthodes d'analyse des rapports sociaux dans les échanges vivriers en Afrique et en Asie du Sud*, Montpellier, CIRAD-CA, document de travail n° 5-94.
- BERTRAND M. [1997], « Kankan entre mobilités et ancrage », in M. Bertrand, A. Dubresson (éd.), *Petites et Moyennes Villes d'Afrique noire*, Paris, Karthala: 241-279.
- BRICAS N [1995], « L'évolution de la consommation et ses conséquences sur le développement agroalimentaire », *Développement*, périodique de Purpan, 174: 39-43.
- BRICAS N. [1996], *Cadre conceptuel sur l'analyse de la dynamique de la consommation alimentaire urbaine en Afrique*, FAO/AGSM, série Aliments dans les villes.
- CHALÉARD J.-L. [1996], *Temps des villes, Temps des vivres. Lessor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 661 p.
- CHALÉARD J.-L. [1998], « Croissance urbaine et production vivrière », *Afrique contemporaine*, 185: 3-17.
- CHALÉARD J.-L., DIALLO T., GUILLERM S., LEPLAIDEUR A., MOUSTIER P., TOUNKARA O. [1998], *Approvisionnement vivrier des villes de Guinée: premiers éléments sur l'instabilité et les organisations*, Montpellier, CIRAD-FLHOR, document de travail, 58 p.
- COUSSY J., VALLIN J. [1996], *Crise et Population en Afrique. Crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*, Paris, Ceped, 580 p.
- DEMARET [1997], *Le Programme d'appui aux organisations professionnelles agricoles en Moyenne Guinée. Rapport d'activités 1996*, Conakry, Paopag/MG, 51 p.
- DIALLO T., GUILLERM S., TOUNKARA O. [1999], *L'Approvisionnement des villes de Labé et Conakry en riz et oignons: rapport d'enquêtes*, CIRAD-FLHOR, document de travail, 76 p.
- DRAME B.S., TOUNKARA O. [2000], *Évolution de la consommation alimentaire à Conakry*, Tounkara Consulting, PASAL-ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, 27 p.
- EGG J., GALTIER F. [1998], « From "Price reporting Systems" to Variable Geometry Oriented Market Information Services », in A. Kuyvenhoven, H.A. Moll, A. Van Tilburg (eds), *Proceedings of the 57th Seminar of the European Association of Agricultural Economists*, Wageningen: 187-189.
- FARRATS A. [1996], *Opérations conjointes ministère français de la Coopération/Programme alimentaire mondial Guinée*, Conakry, ministère de l'Agriculture et de l'Élevage-PNASA.
- FÉDÉRATION DES PAYSANS DU FOUTA DJALON [1997], *Note d'orientation. Programme d'appui aux activités économiques de la Fédération des paysans du Fouta Djallon*, Conakry, ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, 13 p.
- GOOSENS F., MINTEN B., TOLLENS E. [1994], *Nourrir Kinshasa. L'approvisionnement local d'une métropole africaine*, Paris, L'Harmattan, 397 p.
- GUILLERM S., TOUNKARA O. [1998], *Enquêtes villages de production en Guinée forestière*, Montpellier, CIRAD-FLHOR, document de travail.
- GUILLERM S. [1999], *Tableaux de synthèse: enquêtes de marché, juin 1999. Guinée*, Montpellier, CIRAD-FLHOR, document de travail, 5 p.
- GUYER J.I. (ed.) [1987], *Feeding African Cities: Studies in Regional Social History*, Manchester, Manchester University Press.
- GUYER J.I. [1997], *An African Niche Economy. Farming to Feed Ibadan. 1968-88*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 260 p.
- HARRIS-WHITE B. [1999], *Agricultural Markets from Theory to Practice: Field Experience in Developing Countries*, Basingstoke, Macmillan Press, 399 p.
- HUGON P., POURCET G., QUIERS-VALETTE S. [1995], *L'Afrique des incertitudes*, Paris, IEDES/Puf, 271 p.
- LABORDE-DEBAT O., BOSIO J.-L. [1999], *Analyse technico-économique des systèmes de production des adhérents à la Fédération des paysans du Fouta Djallon*, Montpellier, Études et Travaux du CNEARC, n° 16.
- LAUGA-SALLENAVE C. [1997], *Le Cercle des haies. Paysages des agroéleveurs peuls du Fouta Djallon (plaine de Timbis, Guinée)*, thèse d'université, Paris-X Nanterre, 409 p. et annexes.
- LY B. T. (coord.) [2001], *Analyse-diagnostic des systèmes de production de riz en Guinée. Rapport de synthèse*, Conakry, BCEPA-PASAL-PNASA, 198 p.

- MOUSTIER P. [1994], *Approvisionnement vivrier des villes africaines : les organisations au cœur des ajustements. Proposition d'action thématique programmée*, Montpellier, CIRAD-FLHOR, document de travail, 39 p.
- MOUSTIER P. [1996] (éd.), *Atelier de travail des 30-31 mai 1996, Instabilité et organisation dans les marchés vivriers africains. Compte rendu et ouverture sur un protocole de recherche*, Montpellier, CIRAD-FLHOR, document de travail, 24 p. et annexes.
- PASAL [2000], *Observatoire du riz et des autres produits vivriers en Guinée*, bulletin n° 2, Conakry, ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, 7 p.
- PASAL [2001], *Évaluation pays 1992-2001. Développement rural. Note de présentation de la lignée filières vivrières*, Conakry, ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, 15 p.
- PERREAU F. [2001], *L'Action humanitaire en situation d'urgence. L'exemple de la crise vécue par MSF auprès des réfugiés sierra-leonais et libériens en Guinée*, mémoire de DEA, université Paris-I, 130 p.
- POUGET C., [2000], *Évolution des populations serviles dans les sociétés peules d'Afrique de l'Ouest et du Centre*, thèse d'université, Paris-X Nanterre, 495 p.
- PUJO L., LEPLAIDEUR A., TOUNKARA O. [1996], *La Filière riz en Guinée forestière*, Montpellier, CIRAD-CA, programme APAFP, 63/96.
- REQUIER-DESJARDINS D. [1991], « La ville comme facteur de développement, le cas de l'Afrique subsaharienne », *Problèmes économiques*, 2 (233): 15-20.
- RILEY H.M., STAATZ J.M. [1993], « Food System Organization Problems in Developing Countries », in J. Abbott (ed), *Agricultural and Food Marketing in Developing Countries: Selected Readings*, CAB International, 408 p.
- RÛE O. [1998], *L'Aménagement du littoral de Guinée. Mémoires de mangroves*, Paris, L'Harmattan, 311 p.
- SNRECH S. [1994], *Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest: une vision de l'avenir à l'horizon 2020*, Paris, OCDE/BAD/CILSS, 67 p.
- SOLAGRAL [1994], *Bétail et Viandes en Afrique de l'Ouest et du Centre: enjeux et perspectives*, Paris, ministère de la Coopération, n.p.
- STAATZ J.M., DIONE J., DEMBELE N.N. [1989], « Cereals Market Liberalisation in Mali », *World Development*, 17 (5): 703-718.
- TOLLENS E. [1997], *Les Marchés de gros dans les villes africaines. Diagnostic, rôle, avantages, éléments d'étude et de développement*, Rome, FAO/AGSM/SADA, collection Aliments pour les villes, 24 p.
- TOUNKARA O. [1998], *Étude de la commercialisation du riz local sur les marchés de Conakry*, Conakry, PASAL, 29 p.
- TRAORÉ Y. [1997], « Appui aux opérateurs pour dynamiser le commerce du riz local en Guinée Conakry », séminaire FAO/ISRA, *Approvisionnement et Distribution alimentaires des villes de l'Afrique francophone*, n.p.
- VENNETIER P. [1972 a], « L'approvisionnement des villes en Afrique noire: un problème à étudier », in *Études de géographie tropicales offertes à P. Gourou*, Paris, Mouton: 477-490.
- VENNETIER P. (dir.) [1972 b], *Dix études sur l'approvisionnement des villes*, Bordeaux, CEGET-CNRS, collection Travaux et Documents de géographie tropicale, 7, 278 p.